

NAPLES, 10 JUILLET 1994

Bosnie - Rwanda - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux radios françaises

G7 - Sommet de Naples - Bosnie

Q - Comment se présente le communiqué du Sommet en ce qui concerne la Bosnie ?

R - Une petite précision technique d'abord. Il ne s'agit pas d'un communiqué. C'est une déclaration de la présidence. C'est vrai qu'elle reflète l'état de nos travaux. Il nous reste à nous concerter encore avec la partie russe. A Sept, nous avons adopté une ligne qui nous convient tout à fait, c'est-à-dire qu'elle est très insistante vis-à-vis des deux parties en présence. Elle rappelle la date butoir qui a été fixée à Genève, c'est-à-dire le 19 juillet. Elle appelle aussi bien les Croato-Musulmans que les Serbes à accepter les propositions que nous leur avons faites en soulignant qu'en cas de refus le danger de reprise de la guerre et d'extension des combats serait considérable.

Q - Vous envisagez de vous rendre sur place ?

R - Je pense qu'il faut tout faire maintenant pour convaincre les deux côtés qu'il faut accepter ces propositions parce qu'elles sont équilibrées. Il me semble que les premières réactions des autorités de Sarajevo sont plutôt positives. Je pense qu'il n'est pas inutile que deux grands pays contributeurs de troupes comme la Grande-Bretagne et la France aillent expliquer aux Bosno-Serbes qu'il est de leur intérêt maintenant d'entrer dans le processus et d'accepter cette proposition. C'est ce que nous essaierons de faire mardi et mercredi.

Rwanda - intervention du Premier ministre à l'ONU

Q - Quel est le sens du voyage du Premier ministre demain à New York ? Est-ce que vous y allez également ?

R - Il est d'abord normal que la France rende compte au Conseil de sécurité du déroulement de l'opération Turquoise, puisque nous avons un mandat des Nations unies pour mener cette opération. En second lieu, le Premier ministre sensibilisera le Conseil de sécurité sur deux urgences. La première, c'est l'organisation de la relève sur le terrain. Nous l'avons toujours dit : Turquoise s'achèvera fin juillet début août. Donc, il est important que les contingents de la MINUAR, comme on dit, la force des Nations unies pour le Rwanda, se déploient sur le terrain pour prendre la relève. Deuxième urgence, c'est l'assistance humanitaire. Il y a maintenant plus d'un million de réfugiés dans la zone de sûreté que nous sécurisons. Nous ne pouvons pas à nous tout seuls approvisionner cette population. Il faut 500 tonnes de vivres et de médicaments par jour. J'ai déjà sensibilisé les organisations humanitaires en les réunissant à Paris il y a 48 heures. Et le Premier ministre souhaite mobiliser les agences des Nations unies, le programme alimentaire mondial, le HCR, le Haut Commissariat aux Réfugiés, etc., pour qu'ils nous aident à faire face à ce

qui est sans doute, à l'heure où nous parlons, la plus grande catastrophe humanitaire que connaît la planète.

Relais des forces françaises par la MINUAR II - nécessité d'une mobilisation humanitaire

Q - Quels sont les contingents qui vont arriver sur zone ?

R - Les choses se mettent en place progressivement. Nous savons en particulier qu'un contingent ghanéen important devrait arriver mi-juillet. D'autres pays sont en train de préciser leurs offres. Il y a sur le papier les 5 000 hommes nécessaires. Ce qui manque, ce sont les équipements, l'entraînement et les moyens de transport. Il faut que certains pays qui ne veulent pas envoyer de troupes et qui sont des pays riches, puissent participer à l'aspect logistique des opérations.

Q - Le G7 a changé quelque chose sur ce point ?

R - Nous avons enregistré de la part de tous nos partenaires un engagement sur les trois points qui nous intéressent, à savoir : un appel au cessez-le-feu et à la reprise du dialogue politique. Le FPR a fait savoir que tel était son objectif, nous nous en réjouissons. Deuxièmement un appel à l'accélération du déploiement de la force des Nations unies, et ça c'est très positif. Et troisièmement, un appel à une mobilisation humanitaire. C'est également, ce nous souhaitons. Donc les orientations prises par le G7 et qui, je l'espère, seront confirmées à Huit aujourd'hui vont tout-à-fait dans la direction souhaitée par la France.

NAPLES, 10 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France Télévision

Bosnie - négociations de Genève

Q - Monsieur le ministre, on reprend les trois points principaux de cette déclaration sur laquelle vous avez travaillé avec vos collègues. Et donc la Bosnie d'abord.

R - Notre message est très clair sur la Bosnie. Nous disons aux deux parties en présence, c'est-à-dire à la Fédération croato-musulmane d'un côté et aux Serbes de l'autre, qu'il faut accepter le plan qui leur a été proposé à Genève par les Européens, les Russes et les Américains. Et nous insistons vivement sur l'urgence de conclure. Une date butoir a été fixée, c'est celle du 19 juillet. Je crois que l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement sera très utile.

Q - Est-ce que vous avez le sentiment que les protagonistes sont prêts à accepter ce règlement ? Jusqu'à présent, ils ont tergiversé.

R - Ils ont souvent tergiversé. Vous avez raison de le dire. Il semble que du côté de la Fédération croato-musulmane l'accueil soit plutôt positif. Le Président Izetbegovic et le Premier ministre Silajdzic ont indiqué qu'ils recommanderaient l'adoption de ce plan. Du côté des Bosno-Serbes en revanche, les réticences semblent plus fortes. C'est la raison pour laquelle, avec mon

collègue Douglas Hurd, j'envisage de me rendre sur place pour convaincre les Bosno-Serbes que maintenant il est de leur intérêt, comme de l'intérêt d'ailleurs des Croato-Musulmans, de faire la paix plutôt que de continuer la guerre.

Rwanda

Q - Deuxième question le Rwanda. Est-ce que la France se sent soutenue ?

R - Oui, nous avons obtenu, dans ce que l'on appelle la Déclaration du Président, les trois points qui nous paraissent aujourd'hui les plus importants. Premièrement, l'appel au cessez-le-feu et à la reprise d'un dialogue politique. On ne s'en tirera pas par une solution militaire. Et vous avez observé d'ailleurs que le Front patriotique rwandais était dans cette position d'esprit. Il faut concrétiser cela maintenant le plus vite possible. Deuxième appel, si je puis dire, l'accélération de la mise en place de la force des Nations unies qui doit prendre notre relève. Le Premier ministre a toujours avancé que Turquoise s'achèverait fin juillet, début août. Il est donc important maintenant que les contingents de casques bleus viennent nous relayer. Ce sera l'objectif d'ailleurs du voyage de M. Balladur à New-York lundi. Enfin, troisième appel, un appel à la mobilisation humanitaire. Il y a plus d'un million de réfugiés dans la zone humanitaire sûre, protégée par les soldats français. Il faut 500 tonnes de vivres et de médicaments par jour. Il y a des risques d'épidémies. La France ne peut pas faire ça toute seule. Il faut que les agences humanitaires des Nations unies et les grandes organisations non gouvernementales se mobilisent parce que c'est la première urgence actuelle sur la planète, ce million de réfugiés.

Q - Est-ce que l'ultimatum du FPR qui demande aux troupes françaises de quitter le territoire rwandais d'ici la fin du mois de juillet peut coïncider avec l'arrivée de la MINUAR ?

R - Vous parlez d'ultimatum. Première nouvelle ! Nous avons des relations constantes avec le Front patriotique rwandais et à aucun moment, ce mot n'a été utilisé. Le FPR a simplement souhaité que les délais fixés par la France soient respectés. C'est bien notre intention. Nous n'avons l'intention de nous plier à aucun ultimatum d'où qu'il vienne, bien sûr.

Algérie - aide économique - dialogue politique

Q - Enfin, dernier point. L'Algérie après la tragédie des sept marins italiens assassinés. Que dit le G7 plus un ?

R - Nous avons, et nous Français nous avons été placés déjà dans cette douloureuse situation, exprimé notre sympathie vis-à-vis des autorités et du peuple italien. Le G7 a réaffirmé ce qui est notre ligne depuis longtemps, à savoir appeler les autorités algériennes à poursuivre, voire à intensifier, le dialogue qu'elles ont avec les forces politiques qui refusent la violence et le terrorisme - il y en a en Algérie - de façon à préparer le moment venu, quand cela sera possible, des élections démocratiques. Et puis nous avons apporté notre soutien, cela me paraît très important, aux efforts réels qui ont été faits par le gouvernement algérien pour réformer son économie, parce que la catastrophe économique

est aussi une des raisons du succès de la propagande islamiste.

Q - Est-ce que finalement sur l'Algérie, les Occidentaux ne pratiquent pas quelque peu la méthode Coué ? Est-ce que finalement dans les coulisses du G8, on ne se fait pas à l'idée qu'il faut voir s'instaurer une république islamique ?

R - Pas du tout. Vous savez la méthode Coué, quand on dépense six milliards de francs par an, comme le fait la France, quand on débloque plusieurs centaines de millions d'Ecus comme le font les membres de l'Union européenne, quand on rééchelonne la dette, là aussi pour des chiffres très importants, ce n'est pas la méthode Coué. Nous investissons, nous aidons. Il est bien évident que seul le peuple algérien et les autorités algériennes pourront résoudre, quand au fond, leurs problèmes. mais notre devoir est d'essayer de réaliser les meilleures conditions possibles.

PARIS, 11 JUILLET 1994

Message du Président de la République, M. François Mitterrand à la XX^e session ordinaire de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française

AIPLF - Francophonie

Au moment où vous entamez les travaux de votre XX^e session, je tiens à vous saluer et à vous redire l'importance que représente une Assemblée composée des représentants de plus de quarante parlements dont la langue est commune et dont les cultures sont sœurs.

En octobre 1993, l'AIPLF a participé au Sommet de l'île Maurice où étaient réunis les représentants de 47 pays ayant le français en partage. Elle a pris dans les institutions francophones la place qui lui revient lorsqu'en 1989, de simple association, elle est devenue l'Assemblée internationale des Parlementaires de langue française. Son autorité et son pouvoir sont ceux que confère aux élus le suffrage universel.

Ainsi au Sommet de l'île Maurice, vous avez démontré que, si la francophonie est linguistique et culturelle, elle est aussi politique. Vous avez pris une position unanime sur l'exception culturelle face à la pression que faisait peser le GATT sur nos pays.

Vous débattiez actuellement de votre place auprès des institutions de la francophonie et de la manière dont s'exercera votre mission d'Assemblée consultative. Puis-je vous recommander d'être vigilants, opiniâtres même, de ne rien laisser passer qui soit contraire aux intérêts de nos nations respectives et de faire du développement l'un de vos principaux sujets de réflexion. Mettez en lumière les liens existant entre développement et démocratie, vous remplirez ainsi votre rôle de représentants d'assemblées élues au suffrage universel.

Les 2^{es} Jeux de la Francophonie se déroulent actuellement à Paris et en Ile de France, votre propre réunion contribue à témoigner de la solidarité francophone et à